



Brésil

Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Données générales

Superficie : 8,5 millions de km², soit presque la moitié du territoire de l'Amérique latine. Sa superficie, 17 fois supérieure à la France, en fait le 5^e plus grand pays au monde.

Capitale : Brasilia.

Monnaie : le real, depuis le 1^{er} juillet 1994. Il se divise en 100 centavos. Le taux de change, au début de l'année 2011, s'établissait aux alentours de 1 euro (EUR) pour 2,2 à 2,3 reais (BRL).

Langue : le portugais (du Brésil).

Population : 190,7 M d'habitants lors du dernier recensement de novembre 2010, soit le 5^e pays le plus peuplé au monde. Sa population est essentiellement concentrée dans la région Sud-Est (la plus riche et la plus industrialisée du pays). Les États de São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais concentrent 43,5 % de la population totale.

Démographie : La population brésilienne devrait atteindre environ 250 M d'habitants en 2050. La population reste jeune mais vieillit avec un âge moyen de 31 ans sur la période 2000-2030.

Infrastructures : Malgré un programme d'accélération de la croissance (PAC), lancé en 2007 par le Président Lula, très allant sur cette thématique, le Brésil souffre d'un immense déficit d'infrastructures, aussi bien de transport (routes, ports, transport ferré) que d'énergie et d'environnement (eau, assainissement, traitement des déchets). Néanmoins, le pays devrait moderniser et développer ses infrastructures dans les prochaines années en profitant de l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 (12 villes-hôtes) et des Jeux olympiques en 2016 (à Rio de Janeiro).



Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Données politiques

Type de régime : démocratie parlementaire, État fédéral composé de 27 États.

Date des dernières et prochaines élections : dernières élections présidentielles le 31 octobre 2010. Les prochaines sont prévues en octobre 2014 (mandat de 4 ans)

Les principaux dirigeants :

Présidente de la République : Dilma ROUSSEFF (depuis le 1^{er} janvier 2011) ;

Ministre de la Casa Civil : M. Antonio Palocci ;

Ministre des Finances : M. Guido Mantega ;

Ministre Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur : M. Fernando Pimentel ;

Ministre des Relations extérieures : M. Antonio Patriota ;

Ministre, Président de la Banque centrale du Brésil : M. Alexandre Antonio Tombini ;

Ministre de l'Agriculture : M. Wagner Rossi.

Données économiques en 2010

Principaux indicateurs économiques

Indicateurs	Pays	France
PIB	2 180 Mds USD	1 950 Mds EUR (env. 2 710 Mds USD)
Dette publique en % du PIB	41,4 %	79 %
PIB par habitant	11 524 USD	30 400 EUR (env. 42 200 USD)
Taux de croissance	7,5 %	1,6 %
Taux d'inflation	5,91 %	1,8 %
Taux de chômage	5,7 %	9,8 %

Sources : IBGE et Banque centrale pour les chiffres sur le Brésil et INSEE pour ceux sur la France

Situation économique et financière du pays

Le Brésil a fait preuve d'une forte résistance à la crise financière et économique internationale, terminant l'année 2009 avec une croissance très légèrement positive (0,3 %). En 2010, le pays a affiché une santé remarquable, avec une croissance économique de 7,5 % (8,9 % au premier semestre 2010, du jamais vu depuis 1996).

Cette évolution a été favorisée par plusieurs facteurs déterminants : stabilité de l'emploi et du pouvoir d'achat des revenus les plus faibles, avec la mise en place de programmes sociaux tels que la *Bolsa familia* ou la hausse du salaire minimum. En effet, sous les présidences de Lula, 25 millions de Brésiliens appartenant aux classes les plus pauvres de la société (C et E) sont devenus des consommateurs de la classe moyenne dominante (classe C). De plus, des politiques budgétaires restrictives ont été mises en œuvre, d'où une réduction du risque Brésil et une hausse de la confiance des investisseurs. Comme le Président Lula l'avait lui-même prédit, le Brésil sort plus fort de la crise et se hisse aujourd'hui dans une position d'acteur incontournable de l'après-crise.

Politiques fiscale et économique du pays

La politique budgétaire est contra-cyclique, et tend à améliorer l'état de ses finances, en menant une politique plus restrictive.

La politique monétaire menée par la Banque centrale a été nettement assouplie depuis 2009, comme le montre la baisse du taux Selic (taux d'intérêt de base de l'économie), ramené de 13,75 % (en janvier 2009) à 11,25 % (en décembre 2010). Cependant, avec un taux directeur porté à 11,25 % pour combattre l'inflation, le Brésil a les taux d'intérêt réels les plus élevés du monde, au risque de valoriser encore un peu plus le real et de miner sa compétitivité.

Les stratégies et priorités ont à faire face aux problématiques structurelles suivantes :

- **accroître le potentiel de production grâce aux investissements en infrastructures.** C'est l'objectif du Plan d'accélération de la croissance « PAC » lancé par le Président Lula en janvier 2007. Pour développer les infrastructures, des investissements – associant l'État fédéral, les entreprises publiques et privées – d'un montant de 180 Mds d'euros ont été engagés entre 2007 et 2010. Les résultats du PAC ont été probants, puisque la croissance a affiché un taux de 5,9 % en 2008 et 7,5 % en 2010. Le PAC 2 a l'ambition de mobiliser des investissements, sur la période 2011-2014 (durée du mandat présidentiel), de quelques 400 milliards d'euros.
- **améliorer le capital humain**, grâce aux investissements dans le domaine de l'éducation, particulièrement déficitaire.
- **réformer les circuits de financement de l'économie**, qui obligent les banques à effectuer des crédits à taux bonifiés à certains secteurs jugés prioritaires.

Accords politiques, juridiques et multilatéraux

La diplomatie, qui a pris une nouvelle dimension grâce à l'ancien Président Lula, s'articule autour de six priorités :

- **Se faire reconnaître comme une puissance mondiale**, porte-parole d'une réforme de l'ordre international. Le Brésil est candidat à un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies (position appuyée par la France notamment). Le pays, membre du G20, veut également être un acteur de premier plan dans la lutte contre le changement climatique.
- **Se poser en promoteur intransigeant du désarmement**. Le Brésil a ratifié le traité de non-prolifération, ainsi que le traité d'interdiction des essais nucléaires en 1998.
- **Renforcer le marché commun du Cône Sud (Mercosur)** entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay (prochainement le Venezuela). Avec pour projet d'éliminer la double taxation des marchandises au tarif extérieur commun (TEC) lorsqu'elles proviennent de pays tiers et sont réexportées vers un autre pays membre.
- **Mener une diplomatie commerciale offensive**. Le Brésil mène une politique d'ouverture équilibrée vis-à-vis de ses différents partenaires pour élever le niveau de ses exportations. L'Union européenne (UE) et le Mercosur ont renoué officiellement, en mai 2010, leurs négociations en vue d'un accord commercial de libre-échange.
- **Conclure des partenariats stratégiques avec les grands pays émergents et promouvoir la coopération Sud-Sud**. Le Brésil est à l'origine de partenariats stratégiques avec l'Inde et la Chine. De plus, le pays mène une politique ambitieuse avec l'Afrique et plus controversée avec le Moyen-Orient.
- **Être le moteur de l'intégration et le leader de l'Amérique du Sud**. Le Brésil a promu un renforcement des liens entre le Mercosur et la Communauté andine des Nations. De même, sous l'impulsion du président Lula, le Brésil s'est impliqué davantage dans le règlement des crises régionales : Colombie, Venezuela, Bolivie et Haïti. La constitution de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes réunissant les 33 États de la région (à l'exception des États-Unis et du Canada), en juillet 2011 à Caracas, peut être perçue comme la consécration de cette volonté d'intégration continentale.

Les relations bilatérales avec la France connaissent une période faste, symbolisée par l'Année de la France au Brésil en 2009 et les diverses rencontres entre les deux Présidents (St Georges de l'Oyapock le 12 février 2008, sommets UE-Brésil puis France-Brésil les 22-23 décembre 2008, visite d'État à Brasília le 7 septembre 2009). Le partenariat stratégique conclu en décembre 2008 est devenu un plan d'action stratégique (économie, commerce et défense). La France, qui a enregistré une augmentation de ses exportations de 135 % au cours des cinq dernières années, devrait ainsi consolider ses parts de marché (2,7 %) et sa position de 4^e investisseur en matière de stocks détenus au Brésil, derrière les États-Unis, le Luxembourg et les Pays-Bas. Fait plus significatif, le stock d'IDE français au Brésil dépasse très nettement les stocks d'IDE dans les autres BRIC : Chine (11,8 Mds USD), Inde (3,3 Mds USD) et Russie (7,8 Mds USD).

Avec près de 500 entreprises implantées au Brésil, employant environ 450 000 salariés, la France représente un acteur majeur de l'économie brésilienne.

Dans le domaine de la refonte de l'architecture financière internationale, les deux pays ont décidé de prendre des initiatives conjointes. La France et le Brésil ont signé, le 10 septembre 1971, une convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale (en matière d'impôts sur le revenu), publiée au JO le 26 décembre 2001 et entrée en vigueur le 10 mai 2002.

Le Brésil, qui a remboursé par anticipation en décembre 2005 la totalité de son encours avec le FMI, soit 15,5 Mds USD, et procédé début 2006 au remboursement anticipé de sa dette au Club de Paris, soit 2,6 Mds USD, ne rechigne plus, dans un contexte où l'argent est rare et cher, à recourir aux bailleurs de fonds multilatéraux, comme le montre la progression de l'encours de la dette qu'il a contractée auprès de ceux-ci, qui est passée de 1 à 3 Mds USD entre 2007 et 2008. Ironie de l'histoire, le Brésil est désormais créancier vis-à-vis du FMI, à l'issue du prêt de 10 Mds USD qu'il a accordé à cette institution courant juin 2009.

Commerce extérieur

Importations en 2010 : 182 Mds USD (États-Unis 14,9 %, Chine 11 % et Argentine 7,7 %)

Exportations en 2010 : 202 Mds USD (États-Unis 14 %, Argentine 8,9 % et Chine 8,3 %)

Solde commercial en 2010 : + 20 Mds USD

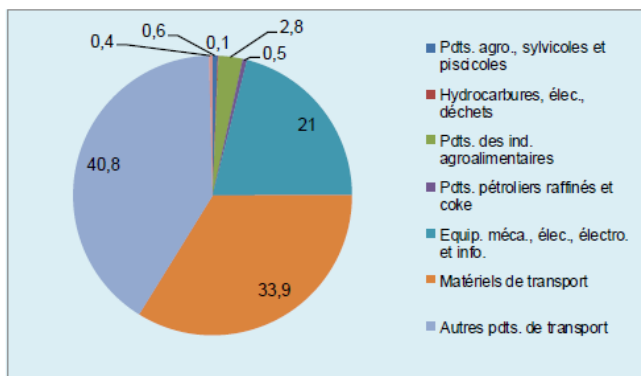
Poids de la France dans les échanges commerciaux du pays : 2,6 %

État des lieux du commerce extérieur

Le commerce extérieur du Brésil a continué de progresser de façon remarquable en 2010 (+ 37 %), traduisant la croissance rapide de son économie. Cette hausse est largement supérieure à celle établie au niveau mondial par le FMI pour 2010 (16 %). Les importations brésiliennes ont explosé au cours de l'année 2010 (+ 44 %) alors que les exportations ont progressé deux fois moins vite (+ 32 %). Le Brésil a toutefois rééquilibré ses marchés d'exportation en accroissant la part des nouveaux marchés : les exportations vers la Chine ont par exemple été multipliées par quinze en valeur, entre 2000 et 2008 et ont progressé de 75 % entre 2007 et 2010.

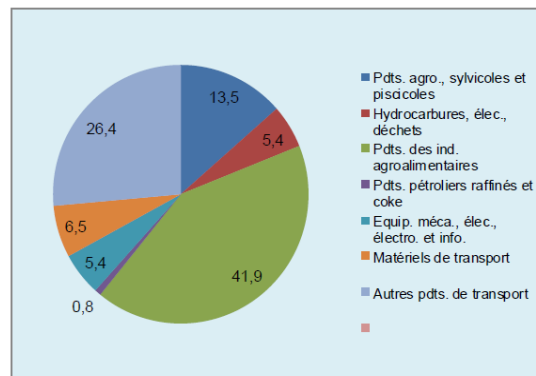
Les échanges commerciaux franco-brésiliens ont retrouvé une dynamique de forte croissance en 2010 (+ 28 %). Les exportations françaises vers le Brésil – tirées par le dynamisme de nos ventes de l'ensemble des catégories de biens – enregistrent une forte hausse en 2010 (+ 46 %) passant à 3,3 Mds EUR (source : Douanes françaises). Ce résultat n'a toutefois pas empêché une contraction de notre part de marché au Brésil et qui s'établit à 2,63 % pour 2010. Les importations en provenance du Brésil progressent moins rapidement (23 %), pour atteindre 3,4 Mds EUR (source : Douanes françaises). Le solde de nos échanges reste légèrement déficitaire. Principal marché de la France en Amérique latine, le Brésil est notre 19^e client et notre 25^e fournisseur. Même si sa position se renforce, le pays ne contribue toutefois qu'à 0,86 % de nos flux commerciaux totaux. La hausse des exportations françaises s'est essentiellement concentrée sur les matériels de transport (avions, automobiles) et le poste des équipements industriels, tirant profit du dynamisme de l'économie brésilienne. Au total, même si notre part de marché au Brésil se contracte légèrement, la France regagne néanmoins un rang parmi les principaux fournisseurs du Brésil (8^e) et nos échanges bilatéraux progressent trois fois plus vite que ceux de la France avec le reste du monde (28 % contre 11,4 %).

Les exportations françaises vers le Brésil (en %)



Source : Douane Française (Données 2008)

Les importations françaises depuis le Brésil (en %)



Source : Douane Française (Données 2008)



Les secteurs porteurs et la présence française

Agriculture et industries agro-alimentaires

Puissance agricole de premier ordre, avec un rang de *leader* mondial en tant que producteur et/ou exportateur de nombreux produits (café, sucre, orange, viande, soja, etc.), le Brésil offre des perspectives favorables dans ce domaine. Le pays s'appuie notamment sur des coûts de production encore compétitifs et le climat, propice à l'agriculture : équatorial au Nord, tropical au Centre et tempéré au Sud. Les ressources en eau sont également abondantes (15 % des réserves d'eau douce de la planète). Le Brésil dispose d'une industrie alimentaire puissante dans pratiquement toutes les filières (animales et végétales), avec une forte présence de multinationales. L'ensemble de l'agro-négoce incluant la production agricole primaire, les industries de transformation, de l'agrofourniture et les services, a réalisé, en 2010, un chiffre d'affaires d'environ 416 milliards USD, soit 26 % du PIB national.

Pétrole et gaz

Le Brésil est également devenu, en l'espace de quelques années, un acteur énergétique mondial de premier plan. L'activité pétrolière représente aujourd'hui près de 10 % du PIB du pays, avec des perspectives de croissance importantes pour la prochaine décennie. PETROBRAS, 1^{re} entreprise au Brésil et 8^e entreprise mondiale du secteur, est responsable de l'essentiel de la production de pétrole et de gaz et se trouve en situation de quasi monopole dans le pays sur l'activité de raffinage et la distribution de carburants. Ayant atteint l'autosuffisance en 2006, le Brésil est devenu l'un des rares pays émergents de grande taille à subvenir à ses propres besoins en pétrole, et devenir, en 2008, un exportateur à long terme.

En novembre 2007, la découverte par PETROBRAS d'énormes réserves d'hydrocarbures dans la zone du pré-sal (au large du bassin de Santos, à des profondeurs pouvant atteindre 7 000 mètres) ouvre des perspectives nouvelles. PETROBRAS prévoit d'investir plus de 224 Mds USD sur la période 2010-2014 pour l'exploration, l'exploitation des nouveaux gisements et la construction de cinq nouvelles raffineries. La croissance de l'activité pétrolière (+ 59 % entre 2009 et 2011) profite à de nombreux secteurs associés, comme la construction navale ou les services d'inspection et de maintenance. Grâce à la transformation en profondeur de sa politique de développement énergétique, le Brésil est devenu un marché attractif pour les entreprises étrangères, pour les investissements et les opportunités commerciales ; les entreprises françaises jouissent d'ailleurs d'une excellente image, avec de belles références comme Technip.

Biocarburants

Le Brésil, 1^{er} producteur de canne à sucre au monde et 2^e producteur d'éthanol derrière les États-Unis, est à la pointe de l'innovation dans le domaine. Avec 30 milliards de litres produits en 2009, le Brésil détient près de 30 % de la production mondiale. Le pays a lancé en janvier 2008 un programme biodiesel ambitieux, dont les objectifs sont à la fois de nature économique, environnementale et sociale.

Automobile

Le Brésil est aussi devenu un acteur majeur dans le secteur automobile, qui représente désormais 10 % de son PIB. Avec une production de 3,6 M de véhicules en 2010, le Brésil, 1^{er} constructeur automobile d'Amérique latine, est désormais le 4^e constructeur mondial, devant la France.

Ce résultat record est notamment dû à la forte croissance de ses ventes nationales (+ 20 % entre 2005 et 2010), qui a permis au Brésil de se hisser au rang de 4^e marché automobile mondial, derrière les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne. Le taux d'équipement de la population brésilienne, encore relativement faible (7 habitants par véhicule au Brésil contre 1,2 aux États-Unis), et la hausse du pouvoir d'achat des classes moyennes laissent entrevoir des perspectives de croissance importantes pour le secteur au cours des prochaines années.

Le Brésil constitue depuis plusieurs années une priorité pour les deux constructeurs français, Renault et PSA, qui nourrissent des ambitions importantes pour ce pays, où ils ont implanté des usines dès 1996 pour Renault (dans l'État de Paraná) et 2001 pour PSA (dans l'État de Rio de Janeiro).



Aéronautique, espace

EMBRAER, 3^e constructeur mondial sur le segment de l'aviation commerciale, vient de battre un nouveau record en 2010, en livrant 246 appareils. Les projets civils et militaires sont nombreux pour élargir la gamme. La ville de São Paulo a dépassé en 2007 celles de New York et Tokyo, et possède aujourd'hui la 1^{re} flotte d'hélicoptères urbaine du monde. Le transport aérien commercial continue pour sa part d'enregistrer, en 2010, une croissance soutenue (+ 7 %). On notera que la TAM est un excellent client pour Airbus et Azul pour ATR. Il existe des opportunités d'affaires pour les entreprises françaises, dont les compétences dans le secteur aéronautique ne sont plus à prouver, aux différents niveaux de la filière (construction, matériaux composites, avionique embarquée, ingénierie, équipements, maintenance, navigation, contrôle, etc.).

Mines, sidérurgie

Grâce à l'étendue de son territoire et à la diversité de ses sols, le Brésil est un important acteur du secteur minier à l'échelle mondiale. Le secteur emploie près de 1,5 M de travailleurs brésiliens. Le Brésil est le 1^{er} producteur mondial de niobium et de plomb, le 2^e de fer, de tantalite, d'aluminium et de manganèse et le 3^e de magnésite, de chrysolite et de graphite. Le Brésil est par ailleurs le 9^e producteur mondial d'acier, avec 2,5 % de la production mondiale et le *leader* en Amérique latine, avec 50,4 % de la production de la région. Depuis le rachat de la société canadienne Inco par l'entreprise Vale, le groupe minier brésilien accède ainsi au top 3 mondial.

La sidérurgie brésilienne emploie plus de 120 000 personnes. Les projets du secteur sidérurgique, qui représentaient un investissement de 28,9 Md USD sur la période 2007-2012, notamment pour l'augmentation de la capacité de production, devraient, malgré une réduction en 2009, reprendre au cours des prochaines années. Les débouchés sont donc importants pour les fabricants français d'équipements, ainsi que pour les sociétés spécialisées dans le contrôle des process et la maintenance en général. Le français Vallourec & Mannesmann est un acteur important au Brésil.

Infrastructures de transport et d'énergie, environnement

Le Brésil souffre d'un immense déficit d'infrastructures dans les secteurs du transport, de l'énergie et de l'environnement. Pour combler ce déficit, le gouvernement a mis en place un programme ambitieux : le PAC. Au regard des besoins importants dans ces domaines et compte tenu de l'évolution du cadre juridique avec notamment les nouvelles lois sur les PPP (partenariats public-privé) et sur l'eau, les entreprises françaises ont des positions à défendre, des technologies et un savoir-faire à valoriser (TGV, tramway, nucléaire, éolien, concessions, etc.) et des équipementiers à attirer sur ce marché qui fait l'objet de grands projets, sources d'opportunités majeures : ligne TGV Rio-São Paulo, métro et trains de banlieue de São Paulo, métro de Curitiba, liaison rapide São Paulo-aéroport international, tramway de Santos et Brasília, plates-formes multimodales, mise en concession d'autoroutes, grands complexes hydro-électriques, relance du programme nucléaire, développement de l'éolien, gestion intégrée des déchets, gestion déléguée des réseaux de collecte et traitement d'eaux usées, etc.

Secteur de la construction

Le secteur de la construction au Brésil connaît un cycle de croissance exceptionnel (+ 8 % en 2007 et en 2008) basé sur une très forte croissance du crédit immobilier (qui ne représente encore que 2 % du PIB brésilien contre 11 % au Mexique par exemple) et sur une forte capitalisation des groupes brésiliens de construction et de développement immobilier. De nombreuses sociétés se sont ainsi constituées pour répondre à la forte demande de logements pour les populations à bas revenus. Le gouvernement brésilien a également lancé un plan d'appui au secteur avec le lancement (fin mars 2009) du « PAC habitation » dont l'objectif est de réaliser la construction d'1,5 M de logements populaires d'ici à 2010 (sur un déficit de logements estimé à 8 M de résidences).

Biens de consommation, cosmétique et arts de la table, décoration

La classe moyenne représente aujourd'hui 95 M de consommateurs ; elle est majoritaire et s'équipe massivement. En parallèle, le nombre de millionnaires devrait quadrupler entre 2010 et 2017. En produits, le marché brésilien du luxe représente désormais 70 % du marché d'Amérique latine. Le chiffre d'affaires de la parfumerie-cosmétique atteignait 12,9 milliards USD, avec une croissance moyenne de 10,5 % par an sur les 13 dernières années. Le Brésil est le 3^e marché mondial devant la France, qui est à son tour le 1^{er} fournisseur du Brésil en fragrances. Les autres secteurs

porteurs sont : l'électroménager, les arts de la table, l'ameublement, les franchises (avec notamment l'alimentation, les accessoires personnels et les chaussures), les services et le commerce de détail, etc.

Technologie de l'information et de la communication (TIC)

Le Brésil est le 1^{er} marché d'Amérique latine en TIC. Il est le 5^e marché mondial en téléphonie mobile (197,5 M d'abonnés, + 16,3 % sur la dernière année) avec des opportunités d'affaires importantes dues au lancement de la 3G, aux réseaux WIMAX et à la restructuration des opérateurs. En matière de télévision, le groupe GLOBO est le *leader* incontesté de la télévision gratuite et le lancement récent de la TNT en HD ouvre de nouvelles perspectives. Sur le segment de la télévision payante, le lancement des offres « *TriplePlay* » des grands opérateurs de télécommunications entraîne de nombreux investissements. Le Brésil est aussi le 3^e marché mondial pour les ordinateurs (14 M d'ordinateurs vendus en 2010, + 38 % vs. 2009), produits localement pour la plupart. Enfin, le Brésil devient un acteur mondial dans le domaine des plates-formes *offshore* de production de logiciels et de l'assemblage de matériels électroniques pour le continent américain (téléphones portables, ordinateurs, téléviseurs, décodeurs, etc.).

Santé, biotechnologies

Le Brésil compte près de 6 660 hôpitaux, dont 60 % sont privés. La présidente Dilma Rousseff, ayant fait de la santé sa priorité, le gouvernement devrait investir dans la modernisation du réseau public, encore déficient. En effet, à peine 50 millions de brésiliens bénéficient de systèmes de santé privé (mutuelles) performants. Le Brésil est le 5^e marché pharmaceutique mondial, en croissance de 16 % en valeur en 2009, avec 21 Mds USD. Plusieurs segments porteurs : les médicaments génériques, les dermocosmétiques, les produits OTC (sans prescription), les équipements pour diagnostics, etc. Le marché dentaire et celui de l'optique doivent aussi être davantage explorés, compte tenu de leur potentiel. Les dépenses de santé ont connu une forte croissance en 2010, qui représentaient 7,8 % du PIB. Le pays est au 2^e rang mondial pour le nombre de contributions aux bases de données de séquences de gènes humains. Le Brésil compte également la plus grande biodiversité du monde avec la forêt Amazonienne et la forêt Atlantique.

Les investissements

Le Brésil a été, au cours des dernières années, l'une des toutes premières destinations des flux d'investissements directs étrangers (IDE). En 2010, le montant des entrées d'IDE au Brésil a atteint 48,5 milliards USD selon la Banque centrale, contre 26 milliards USD en 2009. Autrement dit, le Brésil a reçu 4,3 % des flux d'IDE mondiaux en 2010, devant le Royaume-Uni, l'Inde et le Mexique.

Les efforts importants réalisés par les autorités brésiliennes depuis une quinzaine d'années pour stabiliser et assainir les fondamentaux de l'économie portent ainsi leurs fruits auprès des investisseurs étrangers et a permis au Brésil d'accéder au rang de l'« *investment grade* » par Fitch et Standard & Poor's en 2008 et par Moody's en 2009. 850 des 1 000 premières entreprises mondiales sont établies au Brésil sous formes de filiales ou de *joint-ventures*.

Historiquement protégé (le degré d'ouverture de l'économie est à peine de 17 % du produit intérieur brut, le PIB, en 2009) et d'un accès encore relativement restreint (le droit de douane moyen avoisine 11,5 %, avec de nombreux pics tarifaires sectoriels), le marché brésilien s'avère être beaucoup plus une terre d'accueil de l'investissement, relativement facile d'accès, qu'un simple débouché pour l'exportation plus contraignante. En 2009, les principaux investisseurs au Brésil étaient les États-Unis, le Luxembourg et les Pays-Bas, constituant 40 % du total des flux d'IDE entrants au Brésil (ce phénomène s'expliquant notamment par des opérations triangulaires d'investissement, en raison d'une fiscalité moins pesante dans certains pays). La France se place en cinquième position en flux d'IDE et 4^e en stock d'investissements au Brésil. Plus récemment, la Chine est en passe de figurer aussi parmi les grands investisseurs au Brésil, surtout dans le secteur des matières-premières.

Montant des IDE au Brésil par pays d'origine en 2009

	M USD	Part	Rang
États-Unis	6,6	16 %	1
Luxembourg	5,5	13 %	2
Pays-Bas	4,3	10 %	3
Japon	3,8	9 %	4
Espagne	3,66	8 %	5
France	2,7	6 %	6

Source : Banque centrale brésilienne.

La présence des entreprises françaises au Brésil au travers de l'investissement direct est particulièrement remarquable. Il existe près de **500 filiales d'entreprises françaises au Brésil**, employant plus de 400 000 personnes (les 20 premiers employeurs français au Brésil emploient à eux seuls 245 000 personnes). 65 % des filiales se situent à São Paulo, 18 % à Rio, 6 % dans le Paraná, 3 % dans le Minas Gerais, 2 % dans le Rio Grande et 2 % au Santa Catarina.

35 des compagnies du CAC 40 ont au moins une filiale dans ce pays. Dans bien des cas, il s'agit d'investissements industriels lourds qui font de ces entreprises des acteurs « brésiliens » majeurs voire des *leaders* dans leur propre secteur. **Si l'investissement français se caractérise par une forte présence de nos grands groupes, un nombre croissant d'entreprises de taille moyenne a aussi fait le choix d'une implantation**, amorçant ainsi une nouvelle phase de développement de la présence au Brésil, et une diversification géographique (Nordeste notamment).

Malgré le poids de la fiscalité et de la bureaucratie locale, les entreprises françaises sont, pour la plupart, globalement satisfaites de leur activité au Brésil et de la qualité de la main-d'œuvre brésilienne qui devient aujourd'hui relativement chère. Elles tirent parti de l'importance du marché local mais aussi du rôle croissant que joue le Brésil en tant que plate-forme d'exportation dans la zone, malgré des coûts de production en baisse. Qu'il s'agisse de l'importance de la filiale brésilienne au sein des activités mondiales du groupe ou de la position de l'entreprise sur le marché, les entreprises françaises ont, à quelques rares exceptions, bien réussi au Brésil.

La présence française au Brésil est très diversifiée, et relativement équilibrée. **La présence de certaines de ces filiales traduit des liens anciens et durables** : Rhodia (1919), Michelin (1927), L'Oréal (années 30). **On note tous les ans l'arrivée d'une vingtaine de nouvelles filiales**, avec toutefois une tendance à l'accélération depuis 2 ans, et notamment en 2009 avec environ 40 nouvelles filiales enregistrées.

Environnement des affaires et conseils pratiques

Les usages du pays

Les horaires d'ouverture au public

Administrations publiques, ministères : 9 h 00 – 12 h 00 et 14 h 00 – 17 h 00

Entreprises privées : 8 h 30 – 12 h 30 et 14 h 00 – 17 h 00 (40 heures de travail hebdomadaire)

Magasins : 9 h 00 – 19 h 00 (22 h 00 dans les centres commerciaux). Pas de fermeture pour la pause déjeuner.

De nombreux supermarchés sont ouverts 7j/7 et 24h/24.

Banques : 10 h 00 – 16 h 00 (Rio de Janeiro, São Paulo et dans les principales villes).

Les tenues vestimentaires

Elles diffèrent en fonction des occasions (cocktails, dîners, réceptions, bals, etc.). Les cartons d'invitation peuvent préciser la tenue exigée :

- *traje esporte*, très informel, admettant le port du jean et du t-shirt ;
- *traje esporte fino*, un peu plus formel : les hommes en pantalon, chemise, veste et chaussures avec chaussettes ; les femmes en robe ou pantalon et chemise ;
- *traje passeio completo* : costume cravate pour les hommes, robe de cocktail pour les femmes ;

- *traje black-tie* : smoking pour les hommes et robe longue pour les femmes.

Il est intéressant de signaler que les codes vestimentaires peuvent varier d'un État à l'autre : dans les États les plus chauds (et notamment à Rio de Janeiro), les hommes utilisent peu le « costume-cravate ». L'État de São Paulo est de loin le plus « formel ».

Le langage

Le portugais, langue officielle du Brésil, est très formel à l'écrit et comporte nombre de formules de politesse, alors que la langue parlée est beaucoup plus informelle. Attention : le portugais parlé au Brésil diffère, tant sur l'accent que sur la grammaire (simplifiée), du portugais parlé au Portugal ou dans les anciennes colonies.

Les pratiques commerciales du pays

Les modes de règlement

Les cartes bancaires sont très répandues (Visa, Eurocard-Mastercard, American Express, Diners, etc.) et les transactions sont sécurisées (usage du code confidentiel). Les principaux réseaux bancaires français sont installés au Brésil, mais uniquement pour des activités d'investissements (pas de réseau de détail en dehors des banques brésiliennes rachetées par la Société Générale). Le Brésil compte néanmoins un vaste réseau de banques internationales et locales pour les services de détail.

Les règles de communications lors des contacts professionnels et personnels

Les relations d'affaires se déroulent généralement sans grande formalité, bien que la majorité des hommes d'affaires ait généralement un bon niveau de formation. Il est courant que l'on s'appelle d'emblée par son prénom. Cependant, il n'est pas incorrect d'appeler quelqu'un par son nom de famille (plus formel).

S'il est difficile de donner des indications certaines sur les habitudes locales de négociations, on peut cependant retenir quelques grandes lignes :

- la **convivialité** est un comportement caractéristique des relations humaines au Brésil, y compris dans les relations d'affaires. Il faut en tirer quelques enseignements essentiels pour le négociateur étranger. Il doit entrer dans ce jeu, mais doit également apprendre à distinguer ce qui est imputable à cet art de vivre de ce qui relève d'un véritable intérêt pour ses propositions commerciales. Le responsable export, en première mission de prospection, repart souvent très satisfait des premiers contacts avec des interlocuteurs qui, parfois par courtoisie, auront montré un enthousiasme pour ses produits peut-être hors de proportion avec la réalité (les Brésiliens ne savent pas dire « non »...);
- même s'il existe une forte culture industrielle dans certains secteurs, le passé économique du pays (période d'hyper-inflation), proche et plus lointain, pousse les décideurs à rechercher davantage une rentabilité immédiate que des perspectives à long terme ;
- il convient d'avoir à l'esprit que le marché brésilien peut être caractérisé par des variations sensibles du rythme d'activité. Cela oblige à une flexibilité et à une réactivité très grandes. Les fluctuations du change peuvent aussi être marquées. Bien évidemment, les stratégies d'implantation et de développement commercial doivent, plus encore qu'ailleurs, s'envisager dans la durée ;
- les cadeaux d'affaires sont appréciés, surtout lorsque le « made in France » est mis en valeur (parfums, etc.) ;
- les retards aux rendez-vous sont plus fréquents qu'en Europe. Il existe donc toujours une tolérance dans l'horaire. Il n'est d'ailleurs pas rare que les rendez-vous soient reconfirmés (ou parfois annulés) par l'interlocuteur la veille ou l'avant-veille. Il est à ce titre très souhaitable de disposer du numéro de téléphone mobile de son interlocuteur ;
- les échanges par courriel sont très courants ;
- le niveau en langue étrangère (même pour l'anglais) est soit excellent (pour les hommes d'affaires ayant étudié à l'étranger), soit assez médiocre (pour ceux ayant peu voyagé). Dans la tranche des cinquantenaires et au-dessus, de même que dans certaines professions où les spécialisations à l'étranger sont courantes (avocats, par exemple), de nombreux interlocuteurs sont en mesure de comprendre un interlocuteur français. L'espagnol peut néanmoins aider, sachant que l'anglais reste la langue des affaires à l'export ;

- la culture du recours à l'avocat de façon systématique entraîne de nombreux échanges écrits. Un écrit est préférable à une promesse verbale, à toutes les étapes du processus. Il est d'ailleurs fortement recommandé, même si cela représente un surcoût, de se faire conseiller par un avocat « neutre » (pas celui du partenaire ou du client identifié), afin d'éviter toute déconvenue, voire, en cas de contentieux, un procès pouvant durer de nombreuses années...

On ne peut manquer de signaler la tradition brésilienne du « *jeitinho* », que l'on pourrait définir comme « l'art de se débrouiller » ou « l'art de résoudre les problèmes en empruntant un chemin parallèle, sans le stress à l'européenne »... Parfois pratiqué trop fréquemment au Brésil, les entreprises brésiliennes usent et abusent de cette pratique locale, qui les conduit parfois à contourner certaines exigences (fiscalité, législation du travail, etc.).

UBIFRANCE et les Missions Economiques vous proposent quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



- **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau UBIFRANCE et les Missions Economiques.



- **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



- **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



- **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : www.ubifrance.fr

© 2011 – Ubifrance et les Missions Economiques.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité :

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

Auteur : Ubifrance Brésil et le Service Economique de Brasilia

Adresses :

Rua Marina Cintra, 94 – São Paulo

Mél : saopaulo@ubifrance.fr

Av. Presidente Antonio Carlos, 58 – Rio de Janeiro

saopaulo@ubifrance.fr

Mél : riodejaneiro@ubifrance.fr

Version originelle du 25/08/2009

Mise à jour du 03/03/2011

